INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 10 février 2022**

* Les marchés européens ont fini dans le rouge, les chiffres américains de l'inflation alimentant le scénario d'un resserrement accéléré de la politique monétaire de la Fed. L'indice CAC 40 a clôturé en repli de 0,41% à 7 001,55 points tandis que l'EuroStoxx50 a cédé 0,11% à 4 190,32 points. La situation était similaire aux Etats-Unis où le Dow Jones perdait 0,46% vers 17h30.
* Statistique la plus importante de la semaine, l'inflation, a dépassé les attentes. Le taux d'inflation aux Etats-Unis s'est élevé à 7,5% au mois de janvier, en rythme annuel. C'est légèrement plus que les attentes du marché (7,3%) et représente une accélération par rapport à décembre (7%). L'inflation n'avait pas atteint un tel niveau depuis près de 40 ans.
* L'inflation "core", c'est-à-dire ajustée des éléments les plus volatils, est ressortie à 6%, contre 5,9% attendus et 5,5% en décembre.
* Dans le sillage de cette publication, le rendement du 10 ans a touché 2%, un niveau jamais vu depuis mi-2019. Les investisseurs craignent que la Fed normalise sa politique monétaire plus rapidement que prévu. Dans les minutes qui ont suivi cette statistique, le marché attribuait une probabilité d'environ 50% à une hausse des taux de 50 points de base en mars contre 28% auparavant.
* Quelle sera la décision de la Banque centrale du Mexique ? Selon le consensus Bloomberg, les économistes anticipent ce soir un tour de vis monétaire de 50 points de base, ce qui porterait le principal taux directeur à 6%. Si le Mexique a enregistré une contraction de son activité économique lors du quatrième trimestre 2021, la Banxico ne peut ignorer une inflation (7,07% en janvier sur un an) qui reste bien supérieure à sa fourchette cible (entre 2% et 4%). En fin d’après-midi, le peso mexicain grimpe de 0,42% à 0,0490 dollar pour 1 peso.
* Le cours du pétrole poursuit sa progression. Vers 17h15, le baril de WTI américain gagne 1,7% à 91,2 dollars, soutenu par l'annonce hier d'une baisse inattendue des stocks hebdomadaires de brut aux Etats-Unis. L'or noir profite également des tensions géopolitiques avec la crise ukrainienne. Enfin, les investisseurs surveillent les négociations entre l'Iran et les Etats-Unis concernant le nucléaire. Un accord pourrait entraîner la levée des sanctions américains qui portent notamment sur interdiction pour l'Iran d'exporter son pétrole.
* Emmanuel Macron replace le nucléaire au cœur du futur mix énergétique français. A l'occasion d'un discours à Belfort, le président français a annoncé la construction de six nouveaux réacteurs nucléaires de type EPR2 et ouvre la porte à huit supplémentaires. En parallèle, Emmanuel Macron entend prolonger tous les réacteurs qui peuvent l'être. Il a demandé à EDF d'étudier les conditions de prolongation au-delà de 50 ans, après de premières prolongations au-delà de 40 ans. Pour atteindre ces objectifs, le président prendra ses responsabilités "pour sécuriser la situation financière d'EDF".

Emmanuel Macron compte par ailleurs doubler la production issue des énergies renouvelables électriques d'ici à 2030. Il entend dès lors doter la France d'une cinquantaine de parcs éoliens en mer pour " viser 40 gigawatts en service en 2050". Il souhaite en outre multiplier par deux la capacité de l'éolien terrestre.

* " Après avoir retrouvé son niveau d’avant‑crise durant le troisième trimestre, nous estimons que le PIB dépasserait ce dernier d’environ 1 point de pourcentage en janvier (comme en décembre), puis de 1,5 point en février, " a indiqué la Banque de France. Si cette tendance se confirmait en mars, la variation trimestrielle du PIB pourrait, selon elle, avoisiner + 0,5 % au premier trimestre.

Selon les chefs d'entreprise interrogés, l'activité a en effet progressé très légèrement en janvier dans l'industrie et le bâtiment. L'amélioration s'est poursuivie dans les services marchands couverts par l'enquête mais de façon plus inégale selon les secteurs, la restauration et surtout l'hébergement enregistrant un repli. Pour le mois de février, l'activité progresserait nettement dans l'industrie et les services et serait quasi stable dans le bâtiment.

**SOCIETES**

* La séance a été animée par les nombreux résultats d'entreprises, dont beaucoup appartenaient au CAC 40. Le principal indice parisien a été dominé par Unibail-Rodamco-Westfield, dont le profit 2021 a dépassé ses attentes. Société Générale et Crédit Agricole ont aussi été soutenues par leurs bons résultats et la poursuite de la hausse des taux longs.
* La réaction des investisseurs aux publications de TotalEnergies, L'Oréal et de Legrand a été négative.
* Au-delà des résultats et du CAC 40, Dassault Aviation a décollé à la faveur d'un contrat pour 42 Rafale en Indonésie.
* Société Générale (+3,24% à 36,78 euros) a terminé la séance sur la deuxième marche de l'indice CAC 40, forte de bénéfices historiques en 2021 et d'un très bon dernier trimestre. La banque française a enregistré l'année dernière un résultat net, part du groupe, de 5,64 milliards d'euros contre une perte de 258 millions d'euros en 2020. Victime de la crise, elle avait alors accusé les premières pertes de son histoire. Société Générale a bénéficié en 2021 de la reprise économique et du recentrage de sa banque de financement et d'investissement.

Les analystes saluent la qualité des résultats du quatrième trimestre, bien supérieurs aux attentes au niveau du groupe, mais également au niveau de chacune des divisions. Le résultat net, part du groupe, a été multiplié par 3,7 à 1,787 milliards d'euros, dépassant de 67% les attentes, pour des revenus en progression de 11,7% à 6,62 milliards d'euros. Ils sont en hausse de 9,8% en données ajustées.

Société Générale affiche ainsi un effet de ciseaux positif, ce qui a un effet favorables sur les profits, car les coûts ont progressé de 5,6%.

* Crédit Agricole a dépassé ses objectifs 2022, avec un an d'avance, bénéficiant notamment du recul du coût du risque. En Bourse, l'action de la banque vertes progresse de 1,53% à 14,17 euros, se classant parmi les plus fortes hausses de l'indice CAC 40. L'année dernière, la banque française a généré un résultat net, part du groupe, sous-jacent de 5,4 milliards d'euros, dépassant son objectif de 5 milliards d'euros et en progression de 40,2%.

Elle affiche également un coefficient d'exploitation - une mesure de son efficacité opérationnelle - de 57,8%, à comparer avec un objectif de 60%. Crédit Agricole a également dévoilé une rentabilité des fonds propres tangibles (ROTE) de 13,1%, dépassant là aussi sa guidance de 11%.

Au quatrième trimestre 2021, le résultat net part du Groupe publié de Crédit Agricole S.A. est ressorti à 1,428 milliard d'euros, soit une multiplication par 11,5 par rapport aux 124 millions d'euros du quatrième trimestre 2020. Ce dernier avait été marqué par la dépréciation d'écart d'acquisition de CA Italia pour 778 millions d'euros.

* TotalEnergies cède 1,1% à 51,81 euros malgré la publication de résultats 2021 records. La société "multi-énergies" est pénalisée par des prises de bénéfices après avoir gagné 5,4% lors des quatre dernières séances. Dans la foulée de ses rivaux Exxon, Chevron, Shell et BP, la major pétrolière a bénéficié à plein de la flambée du pétrole (+69% en un an) et plus encore du gaz (+82%). Son bénéfice net ajusté a été multiplié par 4,4 à 18,1 milliards de dollars.

Dans le même temps, la compagnie a maintenu la discipline sur les coûts avec des investissements nets de 13,3 milliards de dollars, dont 25% dans les renouvelables et l'électricité.

* L'Oréal cède 1,8% à 364,65 euros malgré une année 2021 qualifiée "d’historique". Le numéro un mondial des cosmétiques a tiré un trait sur la crise sanitaire grâce à l'accélération de la demande en produits de beauté tant aux Etats-Unis qu'en Chine. La multinationale français a également pu compter sur sa forte exposition au digital qui représente désormais près d'un tiers des ventes totales.

L'Oréal a publié un résultat net (part du groupe) de 4,6 milliards d'euros, en croissance de 29 %. De son côté, le résultat d'exploitation augmente de 18,3 % à 6,16 milliards, et ressort à 19,1 % du chiffre d'affaires, en progression de 50 points de base. Quant au chiffre d'affaires, il a atteint 32,29 milliards d'euros l'an dernier, soit une hausse de 15,3 % à données publiées et de 16,1 % en comparable.

" 2021 est une année historique pour L'Oréal ", s'est réjoui Nicolas Hieronimus, Directeur Général de L'Oréal, " le groupe a réalisé une croissance record de 16,1 % , deux fois la croissance du marché mondial de la beauté. "

" Sur deux ans, le groupe réalise une croissance de 11,3 % en comparable, une surperformance spectaculaire dans un marché pratiquement revenu à son niveau de 2019 ", a ajouté le dirigeant.

* Après une ouverture en hausse, Legrand a finalement clôturé sur une baisse de 3,06% à 89,32 euros par action, dans la foulée de résultats annuels sans grande surprise. Le fabricant de matériel électrique a en effet publié un bénéfice annuel de 904 millions d'euros pour l'exercice 2021 (+32,8%), soit légèrement au-dessus du consensus établi par Midcap Partners (comprenant 17 analystes), qui le voyait à 901 millions. Ce résultat a été essentiellement tiré par la hausse du résultat opérationnel, qui a progressé de 24% à 1,434 milliard d'euros (+8,1% par rapport à 2019), représentant une marge de 20,5% (+105 pdb).

En dépit d'une inflation élevée des matières premières et des composants (+11% sur l'année, dont +17% au quatrième trimestre), Legrand a su en atténuer l'impact grâce à une gestion rigoureuse des frais de production, administratifs et commerciaux, ainsi que par des hausses de prix.

Les ventes du groupe sont quant à elles ressorties en en hausse de 14,7% sur un an (+5,6% sur deux ans) à 6,99 milliards d'euros. Là aussi, il s'agit d'un chiffre légèrement au-dessus des attentes (6,947 milliards d'euros).

**ANALYSES**

* Les chefs d'entreprise espèrent enfin voir le bout du tunnel. Alors que depuis des mois, les difficultés d'approvisionnement liées à la vigueur de la reprise partout dans le monde perturbent leur activité, ils s'attendent à ce qu'elles disparaissent dans quelques mois. C'est ce qui ressort de la dernière note de conjoncture de la Banque de France, présentée ce jeudi.

Sur les 8.500 dirigeants interrogés entre le 27 janvier et le 3 février 2022, les trois quarts estiment que leurs difficultés ne dureront pas plus d'un an. Cet optimisme tempéré vaut aussi bien dans le bâtiment (75 %) que dans l'industrie (73 %). Avec des disparités sectorielles. Les dirigeants de l'agroalimentaire, de la pharmacie et de la chimie sont les plus confiants. En revanche, la part des chefs d'entreprise du secteur automobile jugeant que les pénuries auront disparu d'ici à un an n'est que de 60 %.

En ce début d'année, les difficultés d'approvisionnement se sont stabilisées à un « haut niveau », a souligné Olivier Garnier, directeur général de la Banque de France lors d'une présentation à la presse. Seuls 10 % des industriels estiment qu'elles se résorberont au cours des trois prochains mois (14 % dans le bâtiment).

En janvier, malgré la propagation du variant Omicron, l'activité a toutefois bien résisté. Elle a même « légèrement progressé » dans l'industrie. Dans la plupart des secteurs, le taux d'utilisation des capacités de production dépasse ses niveaux d'avant la crise. Seules l'aéronautique et l'automobile, toujours éprouvées par les pénuries de composants, ont tourné au ralenti. Dans les services, en dehors des restaurants et des hôtels touchés par le regain de l'épidémie, la dynamique a également été favorable.

C'est plutôt de bon augure pour la croissance future. « Les entreprises anticipent une hausse sensible de l'activité aussi bien dans l'industrie que dans les services », indique Olivier Garnier.

L'économie française navigue désormais sensiblement au-dessus de son niveau d'avant-crise. Dans le sillage de l’Insee, qui vient de publier ses comptes nationaux, la Banque de France a relevé de 0,5 point son estimation de croissance au dernier trimestre 2021. L'activité serait supérieure de 1 point à son niveau d'avant-crise en janvier, comme en décembre, et de 1,5 point en février selon ses projections. Le PIB augmenterait ainsi de 0,5 % au premier trimestre. « C'est un peu meilleur que prévu », relève Olivier Garnier.

La banque centrale table désormais sur une croissance de l'économie française de 3,6 % « au moins » cette année.

**L’AGENDA DU 11 février 2021**

**8h00 en Allemagne**

Inflation en janvier  
  
**16h00 aux Etats-Unis**

Indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan en février